

ARTICLE SUD OUEST

Pau : 75 agents des finances publiques du département ont manifesté contre les suppressions d'emploi



Les agents de la direction départementale ont profité d'un comité technique local pour mettre la pression sur la direction

Alors qu'un comité technique local de la Direction départementale des finances publiques se tient ce mardi au siège de Pau, soixante-quinze agents sur les 900 que compte le département ont manifesté sous les fenêtres de la salle de réunion située au septième étage.

Les agents s'opposent à la suppression de vingt postes par le truchement de non-remplacements de départs à la retraite. Le mouvement se traduit par des fermetures de trésoreries (comme celle de Bedous dont le sort est en suspens) et le resserrement des horaires d'accueil au public.

"On supprime des emplois dans les services d'impôts des particuliers alors qu'on met en place le prélèvement à la source, s'indigne Eric Manry, représentant CGT du personnel. FO et Solidaires ont aussi participé à l'intersyndicale. "C'est le moment où l'utilisateur a le plus besoin de nous et c'est celui qu'on choisit pour retirer les accueils physiques."

Les contribuables sont invités à se rapprocher des plateformes téléphoniques d'appel. Pau accueille

l'un de ces centres de contacts qui répondent aux appels venus de toute la France. Plusieurs de ses agents étaient présents ce mardi matin. "En fin de mois, les feuilles de paie vont sortir et les gens vont découvrir leur taux, puis nous appeler quand ils ne comprennent pas, expliquent ces agents du bout du fil. Il va y avoir un embouteillage."

Article la République des Pyrénées

Pau : les agents des finances publiques du 64 en grève



Une cinquantaine d'agents de la Direction départementale des finances publiques s'est rassemblée ce mardi 15 janvier à Pau, devant leur administration, pour répondre à un appel intersyndical de grève. Ascension Torrent

[0](#)

Par **Mathieu Houadec**, publié le 15 janvier 2019 à 12h47.

Ce mardi, un appel intersyndical à la grève était lancé pour les agents de l'administration fiscale. Les syndicats dénoncent la baisse des moyens de leur administration et la précarisation des conditions de travail.

Une cinquantaine d'agents béarnais et basques de la **Direction départementale des finances publiques (DDFiP)** a répondu à l'**appel intersyndical de grève**, ce mardi 15 janvier, devant le bâtiment de la DDFIP à Pau, à 9 h 30.

L'appel a été lancé par les **syndicats CGT 64 Finances Publiques, Solidaires Finances Publiques 64 et FO 64 DGFIP**. Les syndicalistes dénoncent la "**baisse continue**" des moyens alloués à leur **administration**, qui "comparativement est celle qui paie le plus lourd tribut des restrictions budgétaires gouvernementales" soulignent Jean Bernet, secrétaire départemental FO, Michel Dussau, co-secrétaire départemental Solidaires et Éric Manry, co-secrétaire CGT.

Moratoire sur les suppressions de postes et la restructuration des services

Ils ajoutent, un brin dépité : "**Nous réclamons un moratoire sur les suppressions de personnels - encore 20 prévues rien que pour les Pyrénées-Atlantiques en 2019 - et la restructuration de nos services** que subi notre administration, une **revalorisation du point de l'indice** et le **maintien d'un réseau public de proximité** avec des moyens humains suffisants".

"Pas les moyens de faire face à la réforme du prélèvement à la source !"

Éric Manry souligne : "**C'est aberrant ce qu'il se passe : on désosse nos services alors qu'une réforme d'une ampleur inédite - le prélèvement à la source - est appliquée cette année**. Il faut être clair : contrairement à ce qu'affirme Gérald Darmanin, le ministre de l'Action et des Comptes publics. Nous n'avons absolument **pas les moyens de faire face aux demandes supplémentaires des administrés** concernant cette réforme, ça va être un enfer. Autant pour eux, que pour nous".

La manifestation se tenait avant un comité technique local de la DDFIP qui devait notamment évoquer les suppressions de personnels. Les syndicalistes ont indiqué vouloir être reçu par la direction locale de l'administration, afin de présenter directement leurs revendications. "**Si elles ne sont pas entendues, nous appelons à un nouveau mouvement le 28 janvier prochain**, qui sera sûrement national et certainement reconductible !"